

France-Allemagne/Diplomatie

Macron met la pression sur Merkel face au risque de "chaos" mondial

AFP

Berlin/Allemagne

Pour le président français, "l'Europe doit être plus forte, plus souveraine".

EMMANUEL Macron a mis hier la pression sur Angela Merkel en demandant une refondation de l'Europe face au risque de "chaos mondial" et à six mois des élections européennes, où les sondages promettent une forte poussée nationaliste.

"L'Europe, et en son sein le couple franco-allemand, se trouvent investis" de l'"obligation de ne pas laisser le monde glisser dans le chaos" et pour cela "l'Europe doit être plus forte, plus souveraine", a déclaré le chef de l'Etat français dans un discours prononcé devant la chambre des députés allemands à Berlin.

"L'Europe ne pourra pas jouer son rôle si elle devient le jouet de puissances et se contente d'un second rôle sur la scène mondiale", a ajouté M. Macron, venu dans la capitale allemande pour une journée de commémoration des victimes des guerres.

La chancelière allemande An-

gela Merkel, avec qui le chef de l'Etat français s'est entretenu, a approuvé l'idée que l'Europe "se trouve à la croisée des chemins" et doit définir "son rôle" au plan mondial.

Mais derrière le front uni affiché par les deux dirigeants, le discours de M. Macron a aussi résonné comme une critique implicite face à ce que de nombreux responsables français considèrent en privé comme les attermoissements et hésitations de l'Allemagne depuis plus d'un an sur le sujet.

IMMOBILISMES. "Est-il préférable de rester enfermé dans nos immobilismes ?", a tancé M. Macron, qui a fait de la relance du projet européen un des sujets phares de son mandat.

Face au défi du populisme, il faut "prendre de nouveaux risques", "surmonter nos tabous et dépasser nos habitudes", a-t-il dit.

Sur les questions de défense commune au moins, la France et l'Allemagne affichent un front uni. Tant Emmanuel Macron qu'Angela Merkel soutiennent l'idée de terme d'une armée européenne, en dépit des vives critiques du président américain Donald Trump, qui y voit une concurrence pour l'Otan.

Sur les autres sujets l'harmonie franco-allemande est moins évidente.

C'est le cas par exemple d'un autre dossier prioritaire d'Emmanuel Macron, la création d'un budget de la zone euro pour soutenir l'investissement, qui doit être discuté ce lundi lors d'une réunion des ministres des Finances à Bruxelles.

Après des mois de tractations, Paris et Berlin se sont certes mis d'accord vendredi sur un cadre général sur ce budget, mais pas sur son montant qui reste non défini. Alors que M. Macron espérait à l'origine l'abonder de plusieurs centaines de milliards d'euros.

Le chef de l'Etat français y a fait allusion en soulignant que "la nouvelle étape" qu'il appelle de ses vœux en Europe "nous fait peur car chacun devra partager, mettre en commun (...) une part croissante de son budget et même des ressources fiscales".

Il a invité l'Allemagne et la France à faire dans ce domaine chacune un pas vers l'autre, la première très attachée au respect des règles qui rassurent et la deuxième qui tend parfois à s'en méfier et à vouloir les "contourner".

TENSION SUR LES GAFA.



Photo : AFP

Emmanuel Macron à Angela Merkel : "Il nous faut prendre de nouveaux risques, surmonter nos tabous et dépasser nos habitudes."

Paris et Berlin divergent actuellement sur un autre projet porté en Europe par Emmanuel Macron, la taxation des géants de l'internet, les Gafa. La France voudrait qu'une décision soit prise par l'Union européenne dès décembre, et a récemment averti qu'un refus de l'Allemagne serait perçu comme "une rupture de confiance".

Angela Merkel, elle, craint un retour de bâton des Etats-Unis contre les entreprises allemandes et préfère repousser toute initiative européenne à 2021.

Un responsable de son parti conservateur, pourtant considéré comme un proche de la

chancelière, Armin Laschet, a admis ce week-end dans le Spiegel que son pays était trop "hésitant" sur l'Europe. Il l'a appelé à être "plus enthousiaste" et à avoir une vision "moins comptable".

Mais la chancelière est en fin de cycle politique. Face aux critiques croissantes contre sa politique migratoire, elle a été contrainte d'amorcer son retrait politique.

M. Macron lui aussi doit faire face à une baisse de sa popularité dans son pays et depuis peu à un vent de contestation contre la hausse des prix du carburant. Sujet sur lequel il ne s'est pas exprimé hier à Berlin.

Israël/Politique

"Dernière tentative" de Netanyahu pour éviter des élections anticipées

AFP

Jérusalem/Israël

Pour ce faire, le Premier ministre devait s'efforcer hier soir de convaincre le ministre des Finances, Moshé Kahlon, dirigeant du parti de centre droit Koulanou (10 députés).

LE Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, dont la coalition ne dispose plus que d'une très courte majorité au Parlement, a réaffirmé hier son opposition à la tenue d'élections anticipées, annonçant une "dernière tentative" pour convaincre ses alliés de se rallier à sa position.

Après la démission mercredi du ministre de la Défense Avigdor Lieberman, chef du parti nationaliste Israël Beitenou (5 députés), le gouvernement ne dispose plus que d'une seule voix de majorité au Parlement qui compte 120 membres.

M. Lieberman, partisan d'une opération militaire de grande envergure dans la bande de Gaza, a voulu ainsi protester contre le cessez-le-feu conclu indirectement entre Israël et les islamistes palestiniens du Hamas et ses alliés après les plus durs affrontements dans

cette enclave depuis la guerre de 2014.

Après cette défection, le soutien du ministre des Finances, Moshé Kahlon, dirigeant du parti de centre droit Koulanou (10 députés) est devenu vital pour le Premier ministre. Or M. Kahlon s'est prononcé pour la tenue d'élections le "plus vite possible" alors que la législature actuelle ne doit prendre fin qu'en novembre 2019.

"REVOLUTION" "Dans une période aussi sensible du point de vue de la sécurité, aller aux élections constituerait une erreur. Ce soir (hier), je vais rencontrer le ministre Kahlon pour une dernière tentative afin d'éviter la chute du gouvernement", a affirmé hier le chef du gouvernement israélien à l'ouverture du conseil des ministres.

Un autre membre de la coalition, Naftali Bennett, ministre de l'Education et chef du parti nationaliste religieux Foyer juif (8 députés), a pour sa part exigé d'hériter du portefeuille de la Défense. Sans ce parti, M. Netanyahu ne disposerait plus de majorité.

Vendredi, le Premier ministre avait rejeté cette demande et annoncé qu'il comptait prendre en charge provisoire-

ment ce ministère.

La ministre de la Justice Ayelet Shaked, numéro deux du Foyer juif, a réaffirmé de nouveau hier que son parti réclamait ce portefeuille.

"La seule justification de la poursuite de l'existence du gouvernement jusqu'en novembre prochain, c'est que Naftali Bennett impose une révolution dans les questions de sécurité et rétablisse le pouvoir de dissuasion d'Israël", a-t-elle justifié.

"Les Israéliens en ont assez de voter pour la droite et avoir la gauche (...) C'est pourquoi il faut aller le plus vite possible vers des élections et former un nouveau gouvernement dirigé par Netanyahu avec à sa droite un Foyer juif fort", a-t-elle ajouté.

Selon plusieurs médias citant le bureau du Premier ministre, M. Netanyahu envisagerait d'accorder le ministère de la Défense à M. Bennett en échange de l'engagement de son parti de rester au gouvernement jusqu'à la fin de la législature.

"UN LAPIN DANS LE CHAPEAU"

M. Kahlon a pour sa part affirmé samedi soir qu'il allait écouter ce que le Premier ministre avait à lui dire sur la manière dont il comptait gérer cette crise poli-



Photo : AFP

C'est un Benjamin Netanyahu préoccupé par l'avenir de son gouvernement qui s'exprimait hier lors d'une cérémonie en mémoire de son (lointain) prédécesseur Golda Meir.

tique. "Peut-être va-t-il sortir un lapin de son chapeau", a dit M. Kahlon à la télévision. "Pour le moment, il ne m'a pas convaincu, je voterai pour la dissolution du gouvernement", a-t-il mis en garde.

Les proches de M. Netanyahu sont montés au créneau pour soutenir ses efforts. La ministre de la Culture et des Sports Miri Regev a affirmé qu'il est "possible de s'arranger avec une coalition de 61 députés". Yariv Levin, le ministre du Tourisme considère lui aussi qu'il n'y a "aucune justification à la dissolution d'un gouvernement qui fonctionne bien".

M. Netanyahu a pour sa part de nouveau agité la menace

d'un éventuel retour au pouvoir de la gauche en rappelant que deux gouvernements menés par le Likoud étaient tombés à la suite de la défection de ses alliés situés plus à droite.

"Cela a abouti en 1992 et 1999 à la catastrophe d'Oslo et la catastrophe de la deuxième Intifada", a prévenu le Premier ministre. Il faisait allusion aux accords sur l'autonomie palestinienne conclus en 1993 par le gouvernement dirigé par le travailliste Yitzhak Rabin et le déclenchement de la deuxième révolte palestinienne en l'an 2000 alors qu'Ehud Barak, un autre dirigeant travailliste, était au pouvoir.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Diplomatie. Meurtre Khashoggi :** Trump ne veut pas écouter l'"horrible" enregistrement

Le président américain Donald Trump a affirmé qu'il disposait de l'enregistrement du meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi dans le consulat saoudien d'Istanbul, mais qu'il ne souhaitait pas l'écouter car son contenu est "très violent".

• **France/Politique. Gilets jaunes :** le gouvernement à l'écoute mais déterminé



Photo : AFP

Le gouvernement entend le "ras-le-bol fiscal" mais son "devoir" est de transformer l'économie pour la rendre moins dépendante du pétrole, a affirmé hier le ministre de l'Action et des Comptes publics Gérard Darmanin, en pleine mobilisation des "gilets jaunes".

• **Grande-Bretagne/Politique. Semaine "cruciale" pour le Brexit**

La Première ministre britannique, Theresa May, dont le projet d'accord sur le Brexit négocié avec l'Union européenne est très contesté, va retourner à Bruxelles au cours d'une semaine qu'elle annonce "cruciale".

• **Irak/Attentat. Cinq morts à Tikrit**

Cinq civils dont trois femmes ont été tués hier dans l'explosion d'une voiture piégée à Tikrit, dans le nord de l'Irak où des attaques font toujours des morts malgré la victoire annoncée contre les jihadistes, selon des sources policières et médicales.

• **Syrie/Conflit. Les dénegations de la coalition**

La coalition antijihadistes dirigée par les Etats-Unis a de nouveau démenti hier avoir tué des civils la veille dans des frappes aériennes contre le groupe Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie, semblant accuser le régime d'avoir bombardé le secteur.

• **Yémen/Conflit. Les rebelles mobilisent avant une visite de l'émissaire de l'Onu**

Les rebelles yéménites Houthis continuent de mobiliser leurs partisans, pour défendre notamment la ville stratégique de Hodeida, avant une visite prévue de l'émissaire de l'Onu qui veut organiser des pourparlers de paix "rapidement" et mettre un terme à la guerre au Yémen.